

## Les carnets de l'IREMAM

ACTUALITÉ, AU FIL DE LA RECHERCHE

# LES PARADOXES D'UNE GUERRE COMPLEXE : GAZA 2014

07/07/2015 | JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN | 2 COMMENTAIRES

En contradiction avec le sentiment de déjà-vu exprimé sur le moment par bon nombre d'observateurs, la dernière en date des guerres menées par Israël contre la Bande de Gaza présente de profondes différences avec les opérations de 2009 et de 2012 [1]. Avec le recul d'une année, déterminer son originalité conditionne ainsi la justesse de son décryptage.

L'asymétrie des destructions et des pertes humaines, certes, demeure une constante [2] de même que le refus des cabinets israéliens successifs d'envisager un mode de relation avec la Bande de Gaza autre que violent. Pareille habitude les a conduits jusque-là à périodiquement jouer l'escalade pour, selon leur version, rétablir la dissuasion militaire. Une telle dissuasion, en réalité, vise fondamentalement à entretenir leur refus d'apporter une solution politique et diplomatique au conflit israélo-palestinien.

Dans la succession des guerres lancées par Israël contre la Bande de Gaza, pourtant, « Bordure protectrice » [3] présente une originalité certaine : sa complexité, source de paradoxes divers dans l'instant comme dans la durée. Cette étude visera donc à interroger cette originalité afin de proposer l'historiographie la plus congruente possible avec les réalités du moment comme avec celles des dernières années. J'aurai ainsi l'occasion de montrer en quoi les réponses apportées aux interrogations portant sur le bornage de la guerre dans le temps comme à celles de l'identité et du rôle de ses acteurs conditionnent la pertinence de l'historiographie. En retenant l'hypothèse d'une guerre offensive de la part d'Israël à laquelle l'Égypte s'est associée, et par ricochet mais dans une bien moindre mesure la présidence palestinienne et le Fatah, je serai à même d'en mettre au jour les paradoxes. Un an plus tard, leur multiplication dans une succession pleine de contradictions semble conduire à la ré-investiture officielle du Hamas en tant que maître de Gaza.

## Une guerre complexe

Le décryptage de la guerre de 2014 tranche par sa complexité avec la relative facilité avec laquelle l'analyste avait pu rendre compte des opérations israéliennes menées contre Gaza en 2009 et 2012. Ces deux dernières, en effet, avaient été clairement bornées dans le temps ; leurs objectifs ainsi que l'identification des acteurs et l'examen de leur rôle, quant à eux, donnaient lieu à une intelligibilité relativement limpide : une élimination ciblée menée par l'armée israélienne comme élément déclencheur [4], un accord de cessez-le-feu comme sceau, le tout dans un face à face prégnant entre Israël et la Bande de Gaza qui renvoyait à la volonté israélienne affichée de rétablir une dissuasion militaire jugée émuée, même s'il s'agissait sur le fond de perpétuer l'absence de toute solution politique et diplomatique du conflit. Si des historiographies divergentes ont tout naturellement été développées à propos de ces deux conflits, tout particulièrement en ce qui concerne les responsabilités de chacun des protagonistes dans leur déclenchement et l'identification du vainqueur et du vaincu, chacune d'entre elles pouvait néanmoins sans grande difficulté trouver sa cohérence et être appropriée par l'un ou l'autre des camps.

Le conflit de 2014, en revanche, témoigne d'une complexité certaine dont attestent les historiographies : des lectures diverses ont, ainsi, été proposées dans le cadre d'un seul et même « parti-pris » politique, chacune d'entre elles bénéficiant d'autant de légitimité que les autres dans les limites de ce même parti-pris ; par ailleurs, certaines lectures identiques ont été retenues par des détenteurs de lignes politiques opposées.

Quasi-unanimes sur les causes et les acteurs du conflit du fait d'un simplisme politiquement orienté, la plupart des historiographies de cette guerre ne sont véritablement plurielles que dans la réponse apportée à la question de savoir qui en auraient été véritablement le « vainqueur » et le « vaincu ». À son sortir supposé, certes, le Hamas criait victoire [5] face aux affirmations du Premier ministre Benjamin Netanyahu selon lequel Israël avait atteint l'ensemble de ses objectifs [6]. Rares, pourtant, ont été les analystes, même parmi les commentateurs israéliens, pour affirmer qu'Israël avait gagné [7] ; bon nombre d'entre eux, au contraire, ont considéré que le gouvernement israélien avait perdu [8]. Dans une approche pas forcément analogue à cette dernière, certains ont avancé que le Hamas avait gagné [9]. D'autres, encore, ont proposé des approches que l'on pourrait qualifier de « balancées » [10]. Plus rares sont ceux qui ont véritablement pris en compte le rôle de l'Égypte, là aussi sans unanimité [11].

Fondamentalement, ce sont les réponses apportées aux questions du bornage de la guerre dans le temps comme à celles de l'identité et du rôle de ses acteurs qui conditionnent l'orientation de chacune de ces historiographies et, au-delà, la pertinence de leur « parti-pris ».

## Son bornage dans le temps

Même si les historiographies, de façon quasi unanime, font commencer la guerre le 8 juillet 2014 et la font s'achever le 26 août, les interrogations sur son bornage dans le temps restent ainsi légitimes. Le choix des dates, en effet, conditionne fondamentalement la lecture du conflit.

## Le déclenchement de la guerre

Retenir le 8 juillet renvoie ainsi à une historiographie d'origine officielle israélienne faisant de la guerre un acte de légitime défense causé par les tirs de roquettes revendiqués ce jour-là par le Hamas [12]. Cette revendication, cependant, n'était pour le Hamas que la réponse apportée à l'élimination par l'armée israélienne de six de ses militants le 6 juillet. Même pris comme un tout, ces deux événements constituent-ils pour autant le véritable déclencheur des hostilités ? Retenir cette séquence comme point de départ, en effet, enferme la lecture de la guerre dans une rationalité uniquement sécuritaire et, dans ce cadre, strictement réduite à Gaza (et au Hamas). D'emblée sont ainsi évacuées les logiques politiques israéliennes relatives tant au Hamas, alors demandeur de retrait de la gestion du pouvoir à travers son abandon à l'Autorité de Ramallah via la « réconciliation », qu'aux questions de la Cisjordanie et de la présidence palestinienne, et aux enjeux politiques et diplomatiques régionaux et internationaux.

Une approche raisonnée de la guerre de 2014 ne nécessite-t-elle pas plutôt de partir :

- du 12 juin, date de l'enlèvement (et de l'assassinat) en Cisjordanie de trois jeunes Israéliens ? Cet événement fut suivi d'une répression menée tous azimuts par l'armée israélienne contre les structures du Hamas en Cisjordanie à travers l'Opération « Gardien de nos Frères » (*"Brothers' Keeper"*). L'annonce israélienne officielle de leur assassinat n'eut lieu que le 30 juin. Elle fut accompagnée d'appels à la vengeance lancés par le Premier ministre Benjamin Netanyahu qui désigna comme responsable le Hamas de Gaza, lesquels se traduisirent par le lynchage d'un jeune Palestinien à Jérusalem, un événement lui-même déclencheur d'émeutes dans la ville sainte [13];
- ou du 24 avril, date de l'anticipation de quelques jours par la partie palestinienne de l'échec des négociations israélo-palestiniennes menées sous égide américaine ? Le président Mahmoud Abbas décida dans la foulée de transformer ce coup d'éclat en démarche auprès des Nations-Unies. Elle visait à obtenir pour l'État de Palestine le rehaussement de son statut au sein de l'instance internationale et son intégration à la Cour pénale internationale (CPI) en tant que membre à part entière, ainsi que l'adoption d'une résolution qui déboucherait sur une mise en œuvre rapide de la solution des deux États. Ce 24 avril est lui-même à mettre en relation avec le 23, date de la signature au Caire par le Hamas et le Fatah de la « réconciliation » nationale censée mettre un terme aux sept années de scission de l'Autorité palestinienne [14]. Cette « réconciliation » fut ensuite concrétisée le 2 juin par la mise en place d'un cabinet « d'entente » fait de personnalités réputées indépendantes même si, en réalité, alignées sur le Fatah. Sur-tout, elle fut suivie d'une esquisse de changement d'attitude de la part de la communauté internationale, tout particulièrement les États-Unis [15] et l'Union européenne [16], qui se montrait disposée à une éventuelle coopération avec ce nouveau cabinet, un changement jugé inacceptable par le gouvernement israélien.

Le récit qui fait du 12 juin l'élément déclencheur de la guerre, en réalité, n'est guère différent de celui qui opte pour le 8 juillet. En effet, même si l'historiographie de juin a l'avantage sur celle de juillet de lier entre elles les questions de Gaza et de Cisjordanie, sur le fond les deux approches

n'en font qu'une : elles se calquent sur le discours du gouvernement israélien visant à faire du Hamas LE problème et de l'intervention de son armée une nécessité, un acte d'auto-défense face à une agression caractérisée perpétrée par le mouvement palestinien.

Cependant, pour la première fois peut-être, ce type de récit transgresse la césure habituelle entre une historiographie réputée « palestinienne » et une historiographie « israélienne ». De façon singulière, en effet, les accusations portées par B. Netanyahu à l'endroit du Hamas ont également été le fait de la présidence palestinienne comme d'un certain nombre de responsables du Fatah ou d'analystes palestiniens [17]. Les mêmes accusations ont été proférées par les autorités égyptiennes [18]. Comme toujours face à ce genre d'événements, une approche semblable a également été endossée par la majorité des médias internationaux [19]. La communauté internationale, à travers la voix du secrétaire général des Nations-Unies, s'en est elle-même fait l'écho [20].

Cette décision d'en découdre supposément prise par le Hamas fait également l'objet d'une quasi-unanimité dans les raisons avancées : la volonté du mouvement de réagir à son affaiblissement diplomatique issu de l'échec des Printemps arabes et du changement de pouvoir en Égypte [21]. Le Hamas n'aurait ainsi volontairement cherché qu'à régénérer son image d'incarnation de la résistance quand le gouvernement israélien aurait tout fait pour éviter la guerre [22].

En dépit de sa notoriété, cette approche simpliste se trouve contredite par les informations qui ont fuité des autorités militaires israéliennes [23]. La succession des événements infirme elle-même cette lecture. Ainsi, loin d'être une réponse sécuritaire à un acte d'agression délibéré, la guerre de 2014 semble bien constituer une réponse politique à une question politique même si l'historien ne pourra se prononcer avec certitude qu'avec la publication des sources primaires vraisemblablement pas avant plusieurs années. Le 12 juin, en effet, l'enlèvement près Hébron des trois jeunes Israéliens fournit à B. Netanyahu l'alibi d'une prochaine guerre « défensive ». En taisant leur assassinat qui fut connu des autorités dès sa réalisation quasi immédiatement après leur enlèvement, il se donnait le temps d'opérer une répression tous azimuts des structures tant opérationnelles que civiles du Hamas en Cisjordanie. Surtout, en désignant immédiatement le Hamas de Gaza (et de Turquie) comme l'ultime commanditaire de l'opération, il préparait la guerre de juillet dans l'opinion publique [24].

Tandis que le leadership du Hamas multipliait depuis Gaza ses dénégations quant à sa responsabilité dans l'enlèvement, des signes sur le terrain cisjordanien renvoyaient à une initiative locale sinon quasi individuelle. Quand bien même le financement aurait bien été prodigué par un responsable du Hamas installé en Turquie, comme l'affirment les milieux proches des renseignements israéliens [25], rien ne permettait d'impliquer le leadership de Gaza totalement isolé dans la Bande sous blocus. La date de l'enlèvement était elle-même le fruit du hasard : depuis des mois, en effet, la capture d'Israéliens constituait une priorité pour le Hamas de Cisjordanie et plusieurs tentatives, semble-t-il, avaient été déjouées avant la réalisation de celle de juin. L'assassinat des jeunes fut lui-même fortuit, opéré dans la panique au moment où l'un des otages parvenait à passer un coup de fil de détresse sur son portable.

Dès le 12 juin, la cible gazaouie est donc bien désignée par le gouvernement israélien. Devant la montée des périls, le Hamas de Gaza a tenté -mais en vain- de se prémunir en ayant recours au langage habituel de communication avec son voisin israélien : le jeu des revendications dans les tirs de roquettes. Depuis des années, en effet, Israéliens et Palestiniens de Gaza échangent à travers la graduation des violences infligées les uns aux autres. Un tir de roquettes revendiqué par un groupe salafiste ou autre irréductible de la Bande de Gaza constitue ainsi un simple avertissement [26]. Aucun des tirs de roquettes antérieurs au 8 juillet, par exemple, ne fut revendiqué par le Hamas. Israël, cependant, refusa d'entendre le message envoyé de Gaza à la suite des événements de Cisjordanie.

Avancée au cours de la guerre, la « découverte » par le renseignement israélien de l'intensification dans la construction par le Hamas de Gaza d'un réseau souterrain tant défensif qu'offensif ne semble pas plus pouvoir être retenue comme élément explicatif de la guerre. Connue depuis des lustres, cette menace ne fut utilisée qu'à retardement, simple argument de justification de l'invasion terrestre intervenue neuf jours après le début des bombardements aériens mais mise en train dès le début des hostilités avec le déploiement massif des forces terrestres à la frontière [27].

Dès lors, pareille gestion de l'enlèvement par B. Netanyahu se doit d'être mise en rapport avec les événements d'avril dans le cadre d'une gestion éminemment politique, et pas seulement sécuritaire, de la question de Gaza ou plutôt de celle de la Palestine en tant que question nationale.

La guerre contre Gaza ne serait ainsi que la réponse tout politique apportée par le Premier ministre israélien au terme mis de façon anticipée par la partie palestinienne aux négociations bilatérales et, d'autre part, aux initiatives diplomatiques préconisées par la présidence palestinienne. Tandis que les États-Unis et l'Union européenne esquissaient une ouverture vis-à-vis du cabinet d'entente et que les relations américano-israéliennes connaissaient un refroidissement certain du fait du dossier nucléaire iranien, l'image de la partie palestinienne se devait à nouveau d'être ternie. Il fallait donc réactiver l'image du Hamas terroriste pour tuer dans l'œuf les modifications diplomatiques internationales et palestiniennes [28]. Miner les tentatives menées par les parties palestiniennes en vue d'une réunification de leur scène politique, selon toute vraisemblance, n'est qu'accessoire tant leur capacité à se concrétiser apparaissait comme réduite aux yeux des observateurs avertis (parmi lesquels, à n'en pas douter, le gouvernement israélien !).

## La clôture de la guerre

Le cessez-le feu du 16 août constitue-t-il lui-même la clôture de l'évènement, dès lors :

- que, limité aux seuls domaines israélo-palestiniens, il était censé n'être que provisoire, destiné à trouver sa pérennisation à travers de nouvelles négociations [29]? Tenues avec retard une première fois le 23 septembre au Caire et remises à la fin octobre, ces négociations n'ont pu ensuite reprendre que très fugacement. Le 26 octobre, en effet, elles furent quasi immédiate-

ment ajournées *sine die* par l'Égypte quelques heures seulement après leur réouverture suite à un attentat mené contre son armée dans le Sinaï par un groupe salafiste. Elles n'ont jamais repris depuis lors sous leur format canonique [30]. Si la partie israélienne, contrairement aux engagements présumés d'août 2014, a maintenu le blocus maritime dans les limites territoriales de l'avant-guerre, elle s'est retrouvée contrainte de faciliter dans une certaine mesure l'entrée et la sortie de biens et de personnes via le passage d'Erez tant la partie égyptienne bloquait celui de Rafah.

- que l'Égypte, par ailleurs, se réservait la négociation ultérieure des questions bilatérales avec son voisin palestinien, tout particulièrement celle de la gestion de la frontière. Du fait des réticences de la présidence palestinienne à s'impliquer dans la question de Gaza et du jusqu'au-boutisme égyptien, cette négociation n'a guère progressé un an après : la garde présidentielle palestinienne n'est toujours pas de retour en dépit de l'accord du Hamas, le passage de Rafah n'a ouvert qu'à de très rares occasions pour les personnes, et les biens ne peuvent plus transiter du fait de la destruction systématique des tunnels par l'armée égyptienne.
- que la tenue de la conférence des donateurs destinée à financer la reconstruction date du 12 octobre, soit avant même que l'engagement des acteurs à observer un cessez-le-feu permanent ait été négocié [31]. A l'occasion de cette réunion, la communauté internationale a lié le versement des fonds de la reconstruction à la mise en œuvre effective de la « réconciliation » palestinienne (selon une approche calquée sur celle de la présidence et du Fatah) et à une reprise de négociations bilatérales en vue d'un règlement de la question israélo-palestinienne, deux conditions toujours non concrétisées au début de l'été 2015 ;

En clôturant l'événement le 16 août, l'analyste fait ainsi de cette guerre un isolat alors même que l'absence de règlement négocié pérenne en constitue jusqu'à aujourd'hui, un an plus tard, le prolongement indivis.

## La pluralité de ses acteurs

Par ailleurs, contrairement à la présentation généralement adoptée par les médias et par la quasi-totalité des responsables politiques, la guerre de 2014 n'a été en aucune façon un simple face-à-face entre Israël et le Hamas de Gaza, même si celui-ci constituait la cible désignée de l'intervention israélienne. Loin de constituer un raccourci anodin, une telle historiographie n'est en réalité qu'une reprise des récits déjà proposés par les gouvernements israéliens pour leurs opérations militaires antérieures. Dans le cas du conflit de 2014, une telle approche masque l'identité des acteurs avérés de cette guerre et la complexité de leur jeu, lesquelles ont donné lieu à une réalité nouvelle au regard des opérations antérieures.

Sur le terrain gazaoui, certes, l'ensemble de la scène politique s'est engagé au côté du Hamas comme par le passé. Loin d'avoir été le seul fait de ce dernier, en effet, la mobilisation politique et militaire a concerné le très présent Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) et les Comités de résistance populaire (à connotation islamiste), les diverses organisations nationalistes membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Front populaire de libération de la

Palestine (FPLP) et Front démocratique (FDLP), mais également divers groupes se réclamant du Fatah lui-même. Pour la première fois, cependant, le MJIP a profité de son renforcement sur la scène diplomatique voulu par l'Égypte soucieuse de marginaliser le Hamas pour affirmer ses différends politiques (et plus seulement militaires) avec ce dernier. À l'occasion de ce nouveau cycle de violences, le Hamas a ainsi conforté son rôle de catalyseur d'un nationalisme de résistance à Israël réitéré même si, comme par le passé, les interrogations sur le coût payé n'ont pas manqué de surgir dans les semaines qui ont suivi [32].

Le rôle joué par l'Égypte, à n'en pas douter, constitue la marque la plus forte de différenciation de la guerre de 2014 d'avec celles qui avaient précédé. Loin de n'être que de simples médiateurs dans le prolongement des années précédentes, en effet, les Égyptiens doivent être considérés comme des acteurs à part entière, tant face au Hamas et à l'Autorité de Ramallah que face aux Israéliens, et ce même en l'absence d'engagement armé direct [33]. Quoiqu'engagés à un tout autre niveau que la partie égyptienne, la présidence palestinienne et les responsables du Fatah ont eux aussi joué leur partition quand ils avaient observé un retrait total lors des guerres de 2008-2009 et 2012.

## L'implication de l'Égypte ou la destruction du Hamas par proxy

La différenciation fondamentale entre la guerre de 2014 et les opérations qui ont précédé n'est pas tant le fait d'Israël que de l'Égypte issue du coup d'État de juillet 2013 dont la logique s'est rapidement retrouvée endossée par B. Netanyahu [34]. Le maréchal Abdel-Fattah al-Sissi, en effet, a rompu avec la politique jusque-là observée par ses deux prédécesseurs Hosni Moubarak et Mohamed Morsi en matière de relation avec Gaza. Ces derniers avaient donné une égale priorité aux intérêts nationaux de l'Égypte dans le domaine de la sécurité sans faire de Gaza un enjeu de politique intérieure. Leur implication dans les affaires de leur voisin – bien évidemment le blocus mis à part – se bornait à jouer les médiateurs en périodes de tension, le but étant de faire en sorte que Gaza ne se transforme pas en zone de profonde instabilité sur la frontière.

F. al-Sissi, quant à lui, a fait de sa lutte contre l'Association des Frères musulmans une question à la fois intérieure et internationale. Le Hamas étant accusé d'en être le bras palestinien, il était pour lui impératif de le détruire [35]. Le président égyptien bénéficie en cela de l'appui de l'axe établi entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (qui à l'instar de l'Égypte ont déclaré l'Association des Frères musulmans organisation terroriste) au sein duquel il cherchait alors à réaffirmer sa prééminence. Cet axe se nourrit lui-même de son opposition à un axe constitué de Qatar et de la Turquie, et à un autre qui réunit la Syrie, l'Iran et le Hezbollah libanais.

L'implication de l'Égypte dans la guerre de 2014 est manifeste dès le 8 juillet avec la présence à Tel-Aviv du général Muhammad Farid al-Tohamy, chef des Renseignements généraux, quelques heures seulement avant le déclenchement des bombardements sur Gaza [36].

L'Égypte a ensuite apporté une contribution active à l'opération israélienne en fermant sa fron-

tière (y compris au plus fort des bombardements), ne consentant épisodiquement qu'à une évacuation limitée des grands blessés et à un approvisionnement alimentaire *a minima*.

Après avoir exclu dans un premier temps d'entreprendre toute médiation dans le conflit, A. -F. al-Sissi a dû se résoudre à une telle implication du fait des pressions internationales mais également du risque de se voir évincé par ses rivaux turc et qatari. Faute de pouvoir raisonnablement envisager la destruction du Hamas à travers les moyens militaires israéliens, il a géré la « négociation » de façon à offrir à Israël toute latitude pour faire durer son intervention et occasionner le maximum de pertes au Hamas [37], tout en cherchant à faire passer ce dernier comme la partie refusant la négociation et à le marginaliser sur la scène palestinienne.

La première « Initiative égyptienne » date du 14 juillet. Elle se contente de prévoir la réunion au Caire 48 heures après le cessez-le-feu de délégations de haut niveau du gouvernement israélien et des factions palestiniennes en vue de parvenir à “the consolidation of the ceasefire and resume confidence-building measures between the two sides” [38]. Cette « initiative » semble avoir été élaborée par Tony Blair, le Middle East Quartet representative, en relation avec les gouvernements israélien et égyptien ; le Hamas, en tous cas, a été totalement tenu à l'écart de sa rédaction [39]. L'Égypte l'aurait rendue publique contre l'avis des États-Unis, dans la seule intention de contrer une initiative défendue par Qatar [40] et la Turquie [41], et d'évacuer les exigences du Hamas [42]. Comme attendu, le Hamas refusa de se plier à l'ultimatum devant lequel le plaçaient les Égyptiens quand les Israéliens pouvaient se permettre d'accepter la proposition sans barguigner : le Hamas refusait la main tendue.

Suite au refus d'A. -F. al-Sissi de modérer ses exigences vis-à-vis du Hamas et tandis que les violences ne connaissent aucune trêve, le secrétaire d'État américain John Kerry arrive en Égypte le 21 juillet et, durant 5 jours, tente de mettre en place un cessez-le-feu avec l'implication de la Turquie et surtout de Qatar [43]. Ses propositions font l'objet d'une fuite le 27 juillet [44]. Faisant référence au cessez-le-feu de novembre 2012, le texte prévoit, comme son prédécesseur du 14 juillet, la tenue au Caire d'une réunion dans les 48 heures suivant le cessez-le-feu. Le nouveau document, cependant, précise qu'il s'agirait notamment d'y négocier des “arrangements to secure the opening of crossings, allow the entry of goods and people and ensure the social and economic livelihood of the Palestinian people living in Gaza, transfer funds to Gaza for the payment of salaries for public employees, and address all security issues.”. Tandis que l'initiative conduit à une crise entre les États-Unis et Israël [45], Le Caire et Ramallah réaffirment vouloir s'en tenir à celle du 14 juillet. Le Hamas, quant à lui, rappelle ses exigences à travers la voix de Muhammad Deif, le chef historique des Brigades Ezzedin al-Qassam, lequel souligne qu'aucun cessez-le-feu ne serait obtenu en l'absence de la levée du siège de Gaza [46].

Des avancées se produisent début août, États-Unis et ONU se chargeant des pressions sur Israël quand Qatar et la Turquie exercent les leurs sur le Hamas. Le Hamas, pour sa part, renonce à n'accepter un cessez-le-feu que lorsque l'ensemble de ses exigences seraient satisfaites. L'Égypte, quant à elle, réclame d'Israël le retrait entier de ses troupes au sol pour le cessez-le-feu. Les pour-

parlers du Caire, enfin, pourront commencer même si le cessez-le-feu n'est pas encore obtenu. Cependant, maintenant son refus de s'entretenir directement et seul à seul avec le Hamas, l'Égypte met en place un système dans lequel l'organisation n'est qu'un élément au sein d'une délégation palestinienne présidée par l'ancien responsable côté Fatah du dossier de la « réconciliation » et à laquelle participent un dirigeant du MJIP et des représentants des petites organisations nationalistes de gauche ; la délégation est elle-même parrainée par le président palestinien. Le général Majed Faraj, chef des Renseignements palestiniens, y participe également en tant qu'interlocuteur direct du chef des Renseignements égyptiens. Aucun membre du cabinet d'entente n'est cependant convié, pas même son ministre des Affaires étrangères. Côté israélien, la délégation mêle responsables politiques et militaires.

L'accord lui-même, si l'on en croit les paramètres publiés par Reuters, (cf. note 29) accorde une large part aux préoccupations égyptiennes et ne préconise rien de vraiment contraignant ni de précis pour Israël concernant le blocus (« Israel agrees to open more of its border crossings with Gaza to allow the easier flow of goods [...] into the coastal enclave. »). Ainsi, le chapitre des mesures immédiates stipule-t-il que l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas récupérera la responsabilité de la gestion des frontières de Gaza et dirigera la coordination de l'effort de reconstruction avec les donateurs internationaux. La liste des questions laissées à la négociation ultérieure, est, quant à elle, quasi aussi longue (libération des prisonniers palestiniens détenus en Israël, restitution des restes et des biens des soldats israéliens tués à Gaza durant la guerre, construction d'un port à Gaza et réouverture de l'aéroport de Rafah, dégel des fonds qui permettraient de payer les fonctionnaires recrutés depuis 2007) que celle censée avoir déjà fait l'objet d'un accord. Le Hamas n'a pas obtenu la levée du blocus quand Israël n'a pas obtenu la démilitarisation de Gaza.

## Une guerre paradoxale

Interroger le bornage de la guerre de 2014 dans le temps comme l'identité et le rôle de ses acteurs m'a ainsi amené à retenir comme hypothèse principale de mon historiographie celle d'une guerre offensive menée par Israël, dans la continuité des opérations menées précédemment contre la Bande de Gaza, à laquelle l'Égypte s'est associée avant d'en devenir un élément clé par la volonté ou le laissez-faire du Premier ministre israélien, une réalité en totale originalité avec le passé. De la façon la plus surprenante qui soit, plusieurs paradoxes ont été induits par cette innovation.

Faute de pouvoir obtenir la destruction du Hamas par Israël, l'obsession d'A. -F. al-Sissi d'amoin-drir autant que faire se peut le rôle du mouvement dans la gestion de Gaza a ainsi débouché à faire du MJIP un interlocuteur privilégié alors même que ce dernier est le premier allié palestinien de l'Iran. Le MJIP lui-même refuse toute participation aux structures politiques de l'autonomie mais négocie –indirectement certes- avec Israël !

Même si la « réconciliation » palestinienne d'avril, ne constitue pas la raison directe de la guerre,

elle en est devenue l'un des enjeux. À travers cette dernière, en effet, la « réconciliation » est devenue l'otage de l'Égypte, d'Israël et de la communauté internationale.

Le 25 septembre 2014, l'Égypte obtint ainsi des Palestiniens au Caire et en trois jours le renouvellement formel de leurs engagements de réconciliation signés dans le camp de Chatî (Gaza) en avril [47]. En mettant en place le mécanisme de la négociation du cessez-le-feu, elle avait déjà cultivé le paradoxe en exigeant le retour de la garde présidentielle palestinienne sur sa frontière via une réconciliation quasi imposée alors même que le cabinet d'entente censé l'incarner depuis le printemps était mis sur la touche.

La communauté internationale, quant à elle, a accepté de devenir partie prenante du blocus de Gaza à travers les mécanismes de la reconstruction exigés par la partie israélienne et négociés entre le coordinateur israélien des activités dans les Territoires, le général Yoav Mordechai, et le UN Special Coordinator for the Middle East Peace Process, Robert Serry. Le quasi consensus relevé plus haut concernant la responsabilité du Hamas dans les destructions subies par la Bande de Gaza a ainsi débouché sur l'acceptation par la communauté internationale des exigences israéliennes en matière de reconstruction : empêcher toute introduction de matériaux qui puissent être utilisés par le mouvement palestinien pour reconstituer ses capacités militaires. Prenant en considération la faiblesse de la présence des institutions de la présidence palestinienne, un mécanisme complexe d'approbation et de surveillance a été mis en place, mêlant Autorité de Ramallah et Israël sous l'autorité des Nations-Unies. Principes et mise en œuvre de la reconstruction conduisent ainsi divers observateurs à considérer que le mécanisme confère légitimité au blocus et font ainsi des Nations unies son coordinateur [48].

La guerre de 2014 a également induit un certain nombre de paradoxes au sein même du Hamas. Son acceptation des conditions de la réconciliation du printemps [49] avait montré sa disposition à abandonner le contrôle de la gestion politique du pouvoir sur la Bande de Gaza [50] avec les limitations induites à ses capacités militaires. La guerre, à travers Israël et l'Égypte mais également la présidence palestinienne et le Fatah, l'ont à nouveau propulsé sur le devant de la scène non seulement sécuritaire mais également politique de la Bande de Gaza. Le débat sur sa stratégie à long terme, qui semblait avoir été résolu au printemps, s'est ainsi retrouvé rouvert. Plus que sur le politique en tant que tel [51], il a porté sur la résistance [52] avec ce qu'elle implique en termes de conscription générale et d'armement offensif et défensif (construction de réseaux souterrains, fabrication de roquettes, etc.). Une certaine exacerbation des tensions entre les ailes militaire et politique de Gaza comme de l'extérieur semble bien intervenir dans les mois qui ont suivi si l'on en croit certaines déclarations contradictoires. La contradiction apparut durant la guerre elle-même : Khaled Meshaal aurait ainsi bloqué contre l'avis de l'aile militaire une attaque majeure contre Israël, considérant que ses conséquences seraient trop dévastatrices pour la population [53].

Le plus marquant des paradoxes de la guerre de 2014, cependant, concerne la politique israélienne en matière d'approche de la question palestinienne. En effet, après avoir fait de la disjonction entre Gaza et la Cisjordanie l'un des axes de sa politique de refus de la prise en compte des

droits nationaux palestiniens, le gouvernement israélien l'a abandonné en entrant dans la logique égyptienne visant à marginaliser le Hamas en réintroduisant Ramallah dans le jeu gazaoui.

## Le paradoxe israélien ou la disjonction Gaza/Cisjordanie préservée puis abandonnée

### 1<sup>er</sup> moment : la continuité d'une politique

Réinsérée dans l'histoire de la décennie qui a précédé, la guerre de 2014 telle qu'elle se présentait début juillet 2014 s'insérait dans la continuité des précédentes opérations israéliennes : restaurer une dissuasion militaire jugée émoussée tout en entretenant la disjonction entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Cette dernière, en effet, constitue un élément majeur dans la justification donnée par le cabinet israélien du blocage diplomatique, cela dans le cadre d'une politique que certains qualifient de « trois États pour deux peuples » [54]. Pour le gouvernement israélien, il s'agit *in fine* de pouvoir maintenir une occupation quasi normalisée, directe ou indirecte, de perpétuer et accroître son emprise territoriale sur la Cisjordanie, et de reconduire son refus des droits nationaux palestiniens.

La disjonction de Gaza de la Cisjordanie demeure un des choix fondamentaux de la puissance toujours occupante. En dépit de son retrait territorial, en effet, elle le demeure du fait de son contrôle des abords terrestres de la Bande et de ses espaces aérien et maritime [55]. L'option de la disjonction a été mise en œuvre à partir de 2005 avec le retrait unilatéral de l'ensemble de la Bande de Gaza de l'armée israélienne et des colons ordonné par le Premier ministre Ariel Sharon. Elle a bénéficié du concours attendu des parties palestiniennes en juin 2007 : le Hamas, en effet, a été conduit à anticiper un putsch mené par les forces fidèles à la présidence et par le Fatah avec l'appui des États-Unis suite à une fuite dans la presse israélienne due, selon toute vraisemblance, aux autorités israéliennes elles-mêmes [56]. À cette occasion, les Palestiniens ont ainsi été une nouvelle fois en « zugzwang », comme aux échecs conduits par le gouvernement israélien à jouer un coup perdant : le Hamas présidait dorénavant aux destinées de la Bande de Gaza en toute exclusivité quand la Cisjordanie se trouvait récupérée par le Fatah, pourtant défait lors des élections législatives de 2006. Le Hamas se voyait ainsi octroyé par Israël une sorte de « concession » sur la Bande de Gaza, à charge pour lui de maintenir au plus bas niveau possible la violence sur la frontière israélienne. Toujours plus déchirée, la Palestine voyait s'affaiblir plus encore sa capacité à faire entendre sa voix d'autant plus que leur combat contre la revendication nationale palestinienne était travestie par les gouvernements israéliens successifs en lutte contre le terrorisme international ; accusé de constituer aux portes d'Israël le bras armé de l'Iran et le point d'entrée d'Al-Qaïda, le Hamas devenait un ennemi bien utile sinon indispensable.

Depuis 2007, les interventions militaires contre Gaza sont ainsi conçues comme de simples piques de rappel de ce pacte non écrit qui fait du Hamas le mandataire d'Israël dans la Bande de Gaza. De tels rappels sont lancés à chaque fois soit que la dissuasion militaire est considérée comme amoindrie [57] soit que les conditions internationales l'exigent pour la restauration du re-

fus israélien. En accueillant favorablement la « réconciliation » palestinienne à travers son ouverture vis-à-vis du cabinet d'entente, la communauté internationale accordait son soutien au renoncement du Hamas à assumer la délégation de pouvoir reçue d'Israël en 2007. La guerre se devait de l'y faire retourner.

## 2<sup>ème</sup> moment : la rupture

L'élément égyptien, cependant, a troublé la donne. En effet, la gestion de la guerre par le Premier ministre israélien ou plutôt celle de la négociation du cessez-le-feu allait à l'encontre de cette politique de la disjonction/concession dès lors qu'il acceptait d'entrer dans la logique égyptienne même s'il n'en partageait pas tous les objectifs : si l'armée israélienne, comme par le passé, ne recevait pas l'ordre de détruire le Hamas (pas même l'ensemble de ses capacités militaires) contrairement aux vœux d'A. -F. al-Sissi, B. Netanyahu acceptait la réintroduction dans le jeu diplomatique, sécuritaire et économique gazaoui de la présidence et du Fatah.

Cette décision constituait ainsi une aberration au regard de la logique israélienne de la dernière décennie. L'illisibilité de la politique de B. Netanyahu, d'ailleurs, a été relevée par bon nombre d'analystes israéliens qui ont souligné la difficulté à pouvoir cerner les objectifs de leur gouvernement, tant les déclarations ont pu évoluer et même se contredire durant la guerre [58]. Rien, en tous cas, ne permet d'attribuer l'éventuel abandon de la logique de la concession aux ultras de la coalition au pouvoir partisans d'une annexion pure et simple de la Bande de Gaza tant B. Netanyahu les a tenus à l'écart des décisions durant la guerre ; la stratégie militaire mise en œuvre, de toutes façons, s'était toujours écartée de la réoccupation durable de la Bande. Un tel abandon ne semble pas plus devoir être expliqué par les divergences d'approches et rapports contradictoires apportés par les divers organes de sécurité (Shin Beth, armée, ministère de la Défense, gouvernement).

## Conclusion : le Hamas officiellement réinvesti maître de Gaza ?

Un an après les événements, force est de constater que les mécanismes mis en place sous l'égide des Égyptiens pour restaurer la présence de la présidence palestinienne dans la Bande de Gaza ont échoué. Faute d'avoir pu obtenir la destruction du Hamas par Israël interposé, A. -F. al-Sissi avait cultivé l'espoir que cette restauration lui permettrait d'exercer sur la Bande de Gaza, et au-delà sur la scène palestinienne tout entière, une sorte de contrôle *by proxy*. Des logiques propres à la scène politique palestinienne trop profondément divisée et à M. Abbas lui-même ont fait échouer le projet : réticent à se réimpliquer dans le borbier gazaoui et à s'aligner sur une Égypte qui soutient les prétentions à lui succéder de son rival Muhammad Dahlan, le président palestinien est tout occupé, en ce début d'été 2015, à tenter de régler les crises à répétition que connaissent tant le Fatah que le Comité exécutif de l'OLP. Ces logiques ont offert au gouvernement israélien toute latitude non seulement pour renouer avec la ligne politique que l'on aurait pu croire mise en péril en août 2014 mais même pour envisager sa consolidation officielle à travers un accord en bonne et due forme passé avec le Hamas.

Depuis le printemps 2015, la négociation d'un tel accord devient une option qui semble être prise en compte par Israël. Ces derniers mois, en effet, des rumeurs contradictoires sur la tenue de négociations indirectes ou non entre le Hamas et Israël avec l'intermédiaire, dans un premier temps, de la Suisse et de Qatar en vue de la pérennisation du cessez-le-feu pour les cinq ou dix ans à venir se font insistantes [59]. Le Hamas comme le gouvernement israélien y apportent périodiquement un démenti officiel. A l'inverse, le Fatah et la présidence palestinienne les considèrent comme bien réelles et les dénoncent, accusant le Hamas de vouloir faire sécession de la Cisjordanie et de créer un État de Gaza [60].

Depuis longtemps, des incompréhensions se manifestent devant l'inconséquence des gouvernements israéliens toujours prompts à entraver l'exercice de ses prérogatives par l'Autorité de Ramallah dont ils ont pourtant un besoin impérieux. Dans la même veine, certains Israéliens, analystes ou même anciens hauts responsables militaires, en viennent à envisager pour leur gouvernement l'adoption d'une politique gazaouie adaptée aux exigences attendues du Hamas, dans le cadre de ce que j'ai défini en termes de « concession ». Ce « mandat » ne semble aujourd'hui devoir n'être remis en cause que par la frange la plus à droite de l'échiquier politique israélien désireux d'une annexion pure et simple de la Bande. Pour la première fois aussi ouvertement, en tous cas, le Hamas est promu au rang d'interlocuteur dont il faut choyer la place pour la sécurité d'Israël, certains allant jusqu'à suggérer la mise en œuvre d'un véritable plan Marshall pour Gaza [61]. La montée de la menace djihadiste dans le Sinäi et l'engagement du Hamas à la contrer à Gaza même, à n'en pas douter, ont constitué un élément d'importance dans cette transformation du Hamas en ennemi fréquentable, l'ancien chef du Mossad, Efraim Halevy, le qualifiant de « frenemy » [62].

L'Égypte d'A. -F. al-Sissi connaît ici sa défaite, faute sans doute d'avoir su évaluer avec justesse sa capacité réelle d'intervention sur la scène politique palestinienne [63]. Ne lui restait dès lors que de poursuivre sur le terrain une politique strictement sécuritaire avec le maintien du blocus à un niveau extrêmement élevé, la destruction systématique de tous les tunnels et la création d'une zone tampon (de 1 puis de 5 km de large) le long de la frontière après la destruction de près de la moitié de la portion égyptienne de Rafah. La détérioration de la situation sécuritaire dans le Sinäi, cependant, a forcé l'exécutif égyptien à maintenir le dialogue avec les services de sécurité de Gaza, une nécessité qui explique sans doute l'appel exercé en février 2015 contre la décision de justice qui faisait du Hamas une organisation terroriste. Des pressions ont également peut-être été exercées par l'allié saoudien. Entrés en guerre au Yémen, l'Arabie du tout nouveau roi Salman s'était adjoint les services du Hamas en tant qu'intermédiaire avec les rebelles qu'il combattait.

Gaza peut se prévaloir de répondre mieux que la Cisjordanie aux exigences habituellement requises pour qu'une entité puisse être qualifiée d'État : une population, un territoire identifiable par des frontières ou lignes de cessez-le-feu internationalement reconnues et une autorité effective sur cette population et dans le cadre spatial de ce territoire [64]. Il lui manque néanmoins la souveraineté, à l'image, d'ailleurs de la Cisjordanie, conformément aux accords israélo-palestiniens d'autonomie. L'Autorité de Ramallah, pour sa part, -et à travers elle l'État de Palestine- n'exerce qu'une autorité partielle sur une poussière de territoires déchirés par des colonies étran-

gères et périodiquement soumis à des incursions de l'armée israélienne. Contrairement aux affirmations de la présidence palestinienne, la négociation d'un cessez-le-feu pérenne entre le Hamas et Israël ne contredit en rien les prérogatives de l'OLP, « unique représentant légitime du peuple palestinien ». La disposition du mouvement à négocier un cessez-le-feu à long terme n'est pas nouvelle et avait été à nouveau formalisée au début de la guerre de 2014. Il ne s'agit pas ici de négocier une frontière. Une telle négociation, selon la position traditionnelle du Hamas, reviendrait à renier l'islamité de la Palestine [65]. Négocier un cessez-le-feu, en revanche, comme négocier le dossier des prisonniers et, éventuellement demain, celui des réfugiés s'impose au mouvement comme découlant de l'impératif islamique de la défense du bien commun. Le Hamas n'est pas en quête d'État ; il n'ira pas à l'ONU quérir une reconnaissance concurrente de celle dont peut se prévaloir l'État de Palestine proclamé par l'OLP. Pris entre l'Égypte et Israël, il ne fait que demander les moyens d'assumer la charge dont il se retrouve *de facto* dépositaire.

-----

Version développée et mise à jour de mon intervention du 1<sup>er</sup> décembre 2014 à l'occasion de la journée de réflexion "Où en est la Palestine ?" organisée par Raphaël Porteilla et Philippe Icard au Centre de Recherche et d'Étude en Droit et Science Politique (Credespo) de l'Université de Bourgogne. Une version abrégée est mise en ligne par [OrientXXI](http://orientxxi.info/magazine/gaza-2014-les-paradoxes-d-une-guerre-pas-comme-les-autres) sous le titre "Gaza 2014, les paradoxes d'une guerre pas comme les autres" (<http://orientxxi.info/magazine/gaza-2014-les-paradoxes-d-une-guerre-pas-comme-les-autres,0961>).

-----

## Résumé

Une historiographie raisonnée de la plus récente des guerres menées par Israël contre la Bande de Gaza nécessite d'interroger son bornage dans le temps comme l'identité et le rôle de ses acteurs. Loin d'être un acte d'autodéfense, elle constitue une guerre offensive menée par Israël, réponse tout politique aux initiatives diplomatiques palestiniennes du printemps 2014 et aux ouvertures de la communauté internationale alors manifestée vis-à-vis de la « réconciliation » palestinienne. À la différence du passé, l'Égypte en a constitué un véritable acteur. Faute de pouvoir raisonnablement envisager l'anéantissement du Hamas à travers les moyens militaires israéliens, le maréchal al-Sissi s'est résolu à gérer la négociation du cessez-le-feu de façon à offrir à Israël toute latitude pour faire durer son intervention et occasionner le maximum de pertes à son ennemi gazaoui assimilé aux Frères musulmans d'Égypte. Ces dix dernières années, le gouvernement israélien avait fait de la disjonction entre Gaza et la Cisjordanie l'un des axes de sa politique de refus de la prise en compte des droits nationaux palestiniens. Paradoxalement, en entrant dans la logique égyptienne visant à réintroduire le Fatah et la présidence palestinienne dans le jeu gazaoui, il l'abandonne sans s'en justifier. Un an après les événements, cependant, force est de constater que l'Égypte a échoué. Des logiques propres aux divisions de la scène politique palestinienne ont ainsi offert au gouvernement israélien toute latitude pour renouer avec la ligne politique que l'on au-

rait pu croire abandonnée en août 2014. La montée récente de la menace djihadiste dans le Sinaï et l'engagement du Hamas à la contrer à Gaza font qu'aujourd'hui le Hamas se transforme en ennemi fréquentable à un tel point qu'un accord en bonne et due forme devient envisageable entre Israël et le Hamas.

## Summary

A reasoned historiography of the most recent war waged by Israel against the Gaza Strip requires to question the time span of its outbreak as well as the identity and role of its actors. Far from being an act of self-defense, it was an active political response to the diplomatic initiatives taken by the Palestinians in spring 2014 and to the openings then manifested by the international community vis-à-vis the Palestinian "reconciliation". Unlike the past, Egypt was one of its actors. Unable to obtain the annihilation of Hamas through the Israeli military means, Field Marshal al-Sissi managed the negotiation of a cease-fire in order to offer Israel full latitude to prolong its intervention and cause maximum damage to Hamas, assimilated to the Egyptian Muslim Brotherhood. Over the past decade, the Israeli government had made the disjunction between Gaza and the West Bank one of the axes of its policy aiming to refuse any recognition of Palestinian national rights. Paradoxically, Prime Minister Netanyahu abandoned it without any justification when entering the Egyptian logic and accepting to reintroduce Fatah and the Palestinian presidency in the Gazan game. A year after the events, however, it is clear that Egypt failed. The deep divisions of the Palestinian political scene provided the Israeli government the opportunity to revive the former political line that one could have thought abandoned in August 2014. The recent rise of the jihadist threat in Sinai and Hamas commitment to counter it in Gaza transformed the movement in a "frenemy" to the point that an agreement in due form seems to be possible between Israel and Hamas.

-----

[1] J'en ai proposé des lectures dans Jean-François Legrain, « [Pour une autre lecture de la guerre de Gaza](#) », *EchoGéo*, 25 février 2009 ; Id., « [Gaza, novembre 2012 : une 'victoire' de Hamas pour quoi faire ?](#) », *Carnets de l'Iremam*, 3 février 2013. L'utilisation du terme « guerre » pour qualifier ce conflit n'est pas illégitime si l'on suit Kobi Michael & Ilana Kwartin, "[Considering Operation Protective Edge: Can Declaration of War Be Part of a Strategy to Offset the Asymmetry of the Israeli-Hamas Conflict in the Gaza Strip?](#)", *Military and Strategic Affairs*, VII/1, mars 2015, p. 101-125, selon lesquels "Operation Protective Edge was in many ways a war rather than an operation, but this is the third time that Israel, quite intentionally, has avoided issuing a declaration of war. [...] Nonetheless, this was an asymmetrical war par excellence in which Hamas succeeded brilliantly in exploiting the advantages of urban guerrilla warfare."

[2] Même si le nombre de victimes est beaucoup plus important de part et d'autre que précédemment. En 2008-2009, en effet, la guerre avait fait quelque 1 330 morts et 5 450 blessés côté palestinien pour 10 soldats et 3 civils tués côté israélien. Selon les statistiques établies le 22 no-

vembre 2012 par l'OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) des Nations unies dans les Territoires occupés, 103 Palestiniens et 4 Israéliens ont été tués, 1 269 Palestiniens et 224 Israéliens ont été blessés. En 2014, toujours selon l'OCHA, la guerre a fait 2 205 morts côté palestiniens (dont au moins 1 483 civils) et 71 côté israélien (dont 66 soldats). Lire OCHA, *Fragmented lives. Humanitarian Overview 2014*, mars 2015, 20 p. Lire également les rapports d'Al-Haq, Al Mezan, Aldameer and the Palestinian Center for Human Rights, *Divide and Conquer – A Legal Analysis of Israel's 2014 offensive against the Gaza Strip*, mars 2015, 91p; Amnesty International, *Palestinian armed groups killed civilians on both sides in attacks amounting to war crimes*, 26 mars 2015, 67 p. ; Id., *'Strangling Necks': Abduction, torture and summary killings of Palestinians by Hamas forces during the 2014 Gaza/Israel conflict*, 26 mai 2015, 46 p. ; Breaking the Silence, *This is How We Fought in Gaza. Soldiers' testimonies and photographs from Operation 'Protective Edge' (2014)*, mai 2015, 242 p. ; B'Tselem – The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories, *Black Flag: The legal and moral implications of the policy of attacking residential buildings in the Gaza Strip, summer 2014*, janvier 2015, 62 p.; Defense for Children International (DCI) – Palestine, *Operation Protective Edge. A War Waged on Gaza's Children*, avril 2015, 73 p. ; IFHR [FIDH] (International Federation for Human Rights), *Trapped and Punished: The Gaza Civilian Population under Operation Protective Edge*, mars 2015, 76 p. ; UN, Human Rights Council, *Report of the independent commission of inquiry established pursuant to Human Rights Council resolution S-21/1*, A/HRC/29/52, 15 juin 2015 et *Report of the detailed findings of the independent commission of inquiry established pursuant to Human Rights Council resolution S-21/1*, A/HRC/29/CRP, 22 juin 2015.

[3] Ce se sera la seule occurrence dans cet article de cette dénomination partielle et partiale. Son utilisation, en effet, renvoie à une historiographie israélienne, celle en anglais en l'occurrence, puisqu'il s'agit de la traduction française de « *Protective Edge* » (en arabe « الجرف الصامد », *al-Jaraf al-Sâmid*) ; l'historiographie israélienne en hébreu a préféré celle de « צוק איתן » [*Tsûk Eitan*], « Falaise solide ». Les Brigades Ezzedin al-Qassâm du Hamas ont désigné cette guerre par la dénomination « العصف المأكول » [*al-'Asf al-Ma'kûl*] tirée de Coran, 105,5. Cette sourate très brève promet le châtement aux ennemis qui, selon la légende, voulaient détruire la Kaaba et anéantir Quraysh, la tribu du Prophète. Ils seront anéantis par des oiseaux laissant tomber des pierres du ciel. Tués par ces pierres, les ennemis deviendront semblables à ce 'Asf al-Ma'kûl généralement compris comme « les brins de paille sèche et cassée qui sont mangés par le bétail ou dispersés par le vent et dont il ne reste rien, comme il ne restera personne des ennemis vaincus ». Cette dénomination fait suite à celle donnée par le Hamas en novembre 2012 à son opération menée en réponse à l'opération israélienne « pilier de défense » : opération « *Hajarat Al-Sajjil* » (حجارة السجيل), ces « Pierres d'argile » que Dieu fait pleuvoir sur les ennemis de l'islam. Différents comptes Facebook ont également été créés sous le nom d'al-'Asf : <https://ar-ar.facebook.com/asf.maakol>, <https://www.facebook.com/QassamWar>, <https://ar-ar.facebook.com/3asfMakool>, <https://ar-ar.facebook.com/alasefalmaakol>). Le Jihad islamique, quant à lui, a adopté la dénomination de « البنيان المرصوص » [*al-Bunyân al-Marsûs*] tirée de Coran, 61,4 qui fait du Jihad une « citadelle imprenable » ou plutôt « une ligne de combattants resserrés et unis si solides qu'ils semblent une citadelle immuable ». Je dois à Katia Zakharia, professeur à l'université Lyon 2, ces commentaires malheureusement amputés, faute de place, de

leurs développements concernant les traditions en la matière. Il semblerait que la désignation adoptée par le Hamas ait été précédée d'une autre rapidement abandonnée : le 9 juillet 2014, en effet, le Palestine Information Center, sa vitrine officieuse, faisait état d'un communiqué des Brigades Ezzedin al-Qassam publié la veille et baptisant l'opération de « 10 de Ramadan » (العاشر من رمضان, *al-'Achir min Ramadân*), faisant ainsi référence aux martyrs égyptiens de la guerre de 1973 afin de désamorcer les sentiments anti-palestiniens des Égyptiens. Ce communiqué est absent du site internet des [Brigades](#) (visité le 5 mars 2015). Le 8 juillet 2014 correspondait au 10 Ramadan.

[4] Cette responsabilité, que j'ai toujours développée dans mon argumentation, contredit l'historiographie habituelle des gouvernements israéliens. Elle se trouve étonnamment reconnue par un chercheur de la Bar Ilan University dans une étude récente (Eitan Shamir, "[Rethinking Operation Protective Edge. The 2014 Gaza War](#)", *Middle East Quarterly*, printemps 2015, 12 p.) selon laquelle : "In all previous operations—Lebanon 2006, Gaza 2008-09 and November 2012—the IDF dictated the launching point as well as end date of operations, having carefully planned and initiated strikes based on accurate intelligence that surprised the enemy. [...] This time, the initiative was on the Palestinian side. Hamas had prepared accordingly, and the initial strikes by the IDF were less productive."

[5] Communiqué « [Fierté et triomphe \(le peuple forge sa victoire\)](#) » [en arabe], 26 août 2014.

[6] [PM Netanyahu's Statement at the Prime Minister's Office in Jerusalem](#), 27 août 2014.

[7] Amos Harel, "[Is the Israeli army capable of examining itself after Gaza?](#)", *Haaretz*, 6 octobre 2014.

[8] Nahum Barnea, "[Gaza ceasefire is too little, too late](#)", *Ynetnews*, 28 août 2014 ; Ben Caspit, "[Israel lost on all fronts of the Gaza war](#)", *Al-Monitor*, 19 août 2014 ; Amir Oren, "[After seven weeks of Gaza war, Hamas 1, Israel 0](#)", *Haaretz*, 27 août 2014. Parmi les analystes palestiniens, lire Mouin Rabbani, *Israel's "Operation Status Quo": a preliminary assessment*, Norwegian Peacebuilding Resource Centre/Norsk Ressurssenter for Fredsbygging (NOREF), 25 août 2014.

[9] Charles Enderlin, « [Gagnants ?](#) », Blog de Ch. E., 29 août 2014 ; Daniel Levy, interviewé par Camille Bordenet, Gaza: « [Le cessez-le-feu est un succès considérable pour le Hamas](#) », *lemonde.fr*, 27 août 2014.

[10] Zvi Bar'el, "[With truce, Israel talks to Hamas and Islamic Jihad](#)", *Haaretz*, 27 août 2014. Parmi les Palestiniens, 'Abd al-Sattâr al-Qâsim, universitaire de Naplouse venu de la gauche et dorénavant proche du Hamas, développe le thème d'une victoire militaire palestinienne distincte d'une défaite politique à travers un accord mal conçu in « [La récupération politique de la victoire de Gaza](#) » [en arabe], *Paltoday*, 30 août 2014.

[11] Selon Mahmoud Salem, "[How Sisi won the Gaza-Israel conflict](#)", *al-Monitor*, 19 août 2014, par

exemple, le conflit “achieved every single one of President Abdel Fattah al-Sisi’s objectives, and subsequently changed the balance of power in the Middle East conflict. It sidelined Qatar, Turkey and Hamas; placed all the cards in the hands of Israel, the Gulf States and Egypt; and, none of them gave any weight to the Obama administration, which was unprecedented.” Lire également Aliaa Al-Korachi & Samar Al-Gamal, « [Gaza: Qui a gagné la guerre ?](#) », *Al-Ahram Hebdo*, 3 septembre 2014, Ces deux auteurs, cependant, font du Hamas le premier vainqueur de la guerre, l'Égypte ne figurant qu'en second, à la différence d'Avi Issacharoff, “[El-Sissi a clear victor, Gaza the loser, after 50 days of bloodshed](#)”, *The Times of Israel*, 30 août 2014.

[12] State of Israel, [The 2014 Gaza Conflict: Factual and Legal Aspects](#), mai 2015, 277 p. Lire également l'infographie mise en ligne par l'armée israélienne, « [Les informations clés de l'Opération Bordure Protectrice à partager](#) », 25 septembre 2014. Le site met également en ligne une chronologie de la guerre, « [FIL INFO – Opération Bordure Protectrice](#) ». Le Palestinian Information Center proche du Hamas a alimenté au jour le jour une rubrique consacrée à « [L'agression contre Gaza](#) » [en arabe] et une autre intitulée « [Gaza résiste](#) » [en arabe]. Je n'ai majoritairement retenu dans cette étude que les références en français et en anglais.

[13] Le 12 juin est la date retenue, par exemple, par Harel Chorev, “[The Road to Operation Protective Edge: Gaps in Strategic Perception](#)”, *Israel Journal of Foreign Affairs*, Vol. 8, N° 3, p. 9-24 ; Efraim Inbar, “[Did Israel Weaken Hamas? The 2014 Gaza War?](#)”, *Middle East Quarterly*, Spring 2015, 11 p. ; JINSA [Jewish Institute for National Security Affairs] – commissioned Gaza Conflict Task Force, [2014 Gaza War Assessment: The New Face of Conflict](#), mars 2015, 75 p. ; Eitan Shamir, “[Rethinking Operation Protective Edge. The 2014 Gaza War](#)”, *Middle East Quarterly*, Spring 2015, 12 p.

[14] Jean-François Legrain, « [Le leurre de la 'réconciliation' entre le Fatah et le Hamas](#) », *OrientXXI*, 2 juillet 2014.

[15] Selon Marie Harf, [Deputy Spokesperson for the State Department](#), 3 juin 2014: “President Abbas made clear that this new technocratic government was committed to the principles of non-violence, negotiations, recognition of the state of Israel, acceptance of previous agreements and Quartet principles and prior obligations between the two parties, and finally, to continue security coordination with Israel. To be clear, moving forward, we will be judging this technocratic government by its actions. As we said, based on what we now know about the composition of this government, which has, again, no ministers affiliated with Hamas and is committed to the principles I just mentioned, we intend to work with it.”

[16] [Europa, External action service](#), “Statement on the announcement of the formation of a Palestinian unity Government”, 3 juin 2014, selon lequel “We welcome the appointment of a government of independent personalities and the declaration by President Abbas that this new government is committed to the principle of the two state solution based on the 1967 borders, to the recognition of Israel’s legitimate right to exist, to non-violence and to the respect of previous agree-

ments. The EU's engagement with the new Palestinian government will be based on its adherence to these policies and commitments.”

[17] La présidence palestinienne, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et le Fatah, en effet, ont publiquement adopté l'historiographie israélienne faisant porter sur le Hamas la responsabilité du déclenchement de la guerre. Lire, par exemple, la transcription officielle publiée par le quotidien proche du Hezbollah libanais d'un entretien privé entre le président palestinien et l'émir de Qatar, chaykh Tamim bin Hamad al-Thani, qui s'était tenu le 21 août 2014. Cf. Elie Hanna, “[Palestinian Authority President Abbas to Qatari Emir Tamim: Meshaal is lying](#)”, *al-Akhbar English*, 5 septembre 2014 (et [originaux en arabe](#)). J'avoue ignorer comment interpréter l'analyse d'un universitaire proche du Hamas, Mohsen Moh'd Saleh, “[The Palestinian Resistance: The Rise of the Giant... or the Fall of the Bull!!](#)”, *Al-Zaytouna Centre for Studies and Consultations*, 18 octobre 2014 traduit d'un [original arabe paru sur al-Jazeera](#), 21 septembre 2014, selon lequel : “in early summer, there was a justifiable reason for “polishing knives and swords” ... an unprecedented state of siege from the Egyptian regime had shut down the “artificial lung” through which breathing was secured (the tunnels) ... a continuation of the Israeli blockade ... Aid from Iran and the “Refusal Front” forces had stopped coming since about a year and a half ago, distress and discomfort with the moderation and opposition parties of the Sunni “political Islam” movements, of which Hamas represents its Palestinian center.” Pour une lecture proche du Hamas, lire “[Strategic Assessment \(70\): A Reading in the Performance of the Palestinian Authority During the Gaza War of 2014 and its Future Implications](#)”, al-Zaytouna Centre (Beyrouth), traduction d'un original arabe du septembre 2014. Également proche du Hamas et publié à Gaza, *al-Risâla*, 27 septembre 2014, “[Abbass, Oslo and Hamas](#)”, dresse un récapitulatif des « haines » que M. Abbas entretient à l'égard du Hamas.

[18] L'Égypte accuse le Hamas d'avoir fait passer sa quête de pouvoir devant la lutte nationale et d'être ainsi responsable des souffrances du peuple en servant les intérêts étrangers, ceux de Qatar et de l'Iran. Les médias égyptiens dans leur ensemble, à l'image de la population, se montrent très hostiles aux Palestiniens en général et au Hamas en particulier ; lire la synthèse de L. Lavi, “[Egypt's Position On Gaza Conflict Reflects Conflict Between Its Hatred For Hamas And Its Solidarity With The Palestinians](#)”, MEMRI, 24 juillet 2014 ; Shady Zalut, « [Pourquoi les Égyptiens ne manifestent pas pour Gaza. Campagnes médiatiques et répression politique](#) », *OrientXXI*, 7 août 2014 ; pour une historiographie égyptienne, lire Ahmed Eleiba, “[Torment of Titans](#)”, *Al-Ahram Weekly*, 23 juillet 2014.

[19] Julien Salingue, « [Offensive israélienne contre Gaza : les partis pris du traitement médiatique](#) », *Acrimed*, 18 juillet 2014.

[20] Lire, par exemple, son [intervention devant le Conseil de sécurité](#) le 10 juillet 2014.

[21] Par exemple parmi les analystes israéliens, Amotz Asa-El, “[Middle Israel: Eyeless in Gaza](#)”, *Jerusalem Post*, 12 juillet 2014 ; Y. Carmon & Y. Yehoshua, “[Why Did Hamas Launch Its Current Ro-](#)

cket Offensive Against Israel?”, *Inquiry & Analysis Series Report* (The Middle East Media Research Institute-MEMRI), n° 1104, 15 juillet 2014 ; Yonathan Lerner, “Operation Protective Edge: Possible Scenarios for What Lies Ahead”, *INSS Insights* (Institute for National Security Studies), n° 572, 14 juillet 2014. Lire également JINSA, *2014 Gaza War Assessment...* Pourtant critique de Mahmoud Abbas, Mahdi Abdul Hadi, directeur du think-tank de Jérusalem PASSIA (*Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs*), s’en fait l’écho devant Alexandra Schwartzbrod, « Israël : ‘Pour le Hamas, il n’y a pas d’autre option que la fuite en avant’ », *Libération*, 10 juillet 2014 : « La réconciliation avec le Fatah est finie et il [le Hamas] a perdu le soutien de l’Égypte. La seule façon, pour le Hamas, de sortir de cette impasse, c’est la confrontation avec Israël afin de pousser la communauté internationale à s’engager, quitte à en payer un prix très lourd. »

[22] Boaz Ganor, “Israel’s policies during operation “Protective Edge” – Defeat? Deterrence? Settlement?”, International Institute for Counter-Terrorism (ICT) (Herzliya), 1<sup>er</sup> septembre 2014 : “Israel found itself dragged into a war that it was not interested in. Since Israel’s decision-makers misinterpreted the nature of the operation and the goals of Hamas in the early days of the battle, it is not surprising that they also did not set clear goals for Israel.” Hirsh Goodman & Dore Gold, *The Gaza War 2014: The War Israel Did Not Want and the Disaster It Averted*, Jérusalem, Jerusalem Center for Public Affairs (JCPA), 2015, 170 p. : “The 2014 Gaza war was a war Israel would have preferred to avoid, did everything it could to limit, and supported all international ceasefire efforts to end” (p. 10).

[23] En effet, si l’on en croit Amos Harel, “IDF and Shin Bet clash over Gaza tunnel intelligence”, *Haaretz*, 7 septembre 2014, “The Shin Bet security service thinks Hamas’ military wing intentionally started the war, while Military Intelligence thinks it was an unplanned escalation that Hamas’ leadership in Gaza would rather have ended earlier.”

[24] Amos Harel et Chaim Levinson, “One year after West Bank murder-kidnapping: What Israel’s security forces got wrong”, *Haaretz*, 12 juin 2015, relèvent une série d’erreurs commises initialement par les divers services de sécurité israéliens. Ils situent néanmoins au 13 juin 2014 le moment où les autorités israéliennes acquièrent la quasi-certitude de la mort des kidnappés.

[25] Intelligence and Terrorism Information Center, “Saleh al-Arouri, Turkey-based senior Hamas operative who handles military-terrorist networks in Judea and Samaria, admitted that Hamas was behind the abduction and murder of the three Jewish youths from Gush Etzion”, 20 août 2014.

[26] Ce fut encore le cas le 19 décembre 2014 et le 23 avril 2015, les tirs palestiniens ayant été suivis de bombardements israéliens ponctuels restreints à quelques cibles marginales. Dans d’autres cas, les tirs de roquettes ne traduisent que les difficultés rencontrées par le Hamas pour assurer la sécurité de la frontière à travers les National Security Forces de l’Autorité et les Brigades Ezzedin al-Qassam, son aile militaire.

[27] Lire la justification de l'armée israélienne, « [Détruire les tunnels du Hamas à Gaza : la mission de Tsahal](#) », 17 juillet 2014. Fin janvier 2015, cependant, le major général Yoav Galant, en charge du Southern Command, s'en prenait au gouvernement Netanyahu en rappelant que la menace des tunnels était connue depuis des lustres. Lire ["Israel knew about the Gaza tunnel threat but did nothing about it"](#), *Jerusalem Post*, 31 janvier 2015.

[28] Mon approche semble confortée par Amos Harel, ["Is the Israeli army capable of examining itself after Gaza?"](#), *Haaretz*, 6 octobre 2014, selon lequel: "Was the army prepared in advance for the "July war" with Hamas? (While the Intelligence Directorate utterly denies the term's very existence and the Shin Bet is giving out mixed messages, soldiers and officers swear that they were told about it as early as the spring.)"

[29] N'ayant jamais été rendu public, le texte de l'accord n'est connu que par les déclarations des uns et des autres. Lire Maan, ["Abbas announces Israel-Gaza ceasefire"](#), 26 août 2014 ; la déclaration télévisée du président palestinien est accessible sur son site YouTube : [President M. Abbas](#) ; Ministère israélien des Affaires étrangères, ["Israel accepts Egyptian ceasefire"](#), 27 août 2014, qui reproduit la déclaration laconique du ministre égyptien des Affaires étrangères. Négocié par les services de sécurité, l'accord ne fait l'objet d'aucune déclaration développée de son porte-parole. Une version en anglais assez détaillée est publiée par Reuters, reproduite in ["Parameters of the Gaza cease-fire agreement"](#), *Jerusalem Post*, 26 août 2014.

[30] Des rumeurs, en revanche, circulent au printemps et début de l'été 2015 sur la tenue de négociations secrètes entre Israël et le Hamas via divers médiateurs comme il sera fait état plus bas.

[31] ["Middle East : UN envoy announces deal on reconstruction in Gaza"](#), United Nations News Centre, 16 septembre 2014 ; Palestinian Economic Council for Development & Reconstruction (PECDAR), [Gaza Strip Reconstruction and Development Plan](#), septembre 2014 ; Office of the Special Coordinator for the Middle East Peace Process (UNSCO), ["Gaza Reconstruction Mechanism. Fact Sheet"](#), 9 octobre 2014 ; State of Palestine, [The National Early Recovery and Reconstruction Plan for Gaza](#), International Conference in Support of the Reconstruction of Gaza, Cairo, 12 octobre 2014. Récapitulatif et comparaisons avec les accords antérieurs : Sultan Barakat & Omar Shaban, ["The Case for a Collaborative Council for Gaza's Reconstruction"](#), Brookings Doha Center, 12 octobre 2014 ; Sultan Barakat & Omar Shaban, ["Back to Gaza: A New Approach to Reconstruction"](#), Brookings Doha Center, 12 janvier 2015. Sur les rivalités entre organismes palestiniens : Adnan Abu Amer, ["Competition heats up for Gaza reconstruction contracts"](#), al-Monitor, 30 septembre 2014.

[32] Pendant la guerre elle-même, de telles interrogations, semble-t-il, apparurent même au plus haut échelon du Hamas. Khaled Meshaal, le chef de son Bureau politique, aurait ainsi bloqué la réalisation d'une opération majeure anti-israélienne planifiée par l'aile militaire locale, de peur de l'importance de la réaction israélienne contre la population. Lire Jacky Hugi, ["Meshaal blocked major attack on Israel"](#), al-Monitor, 29 avril 2015.

[33] Michele Dunne & Nathan J. Brown, “[How Egypt Prolonged the Gaza War](#)”, *Foreign Policy*, 18 août 2014, selon lesquels l'Égypte est passée d'un rôle “from mediator with interests, to interested party which also mediates”. Mahmoud Salem, “[How Sisi won...](#)”, *al-Monitor*, 19 août 2014. Le rôle central de l'Égypte est souligné dans Aliaa Al-Korachi & Samar Al-Gamal, « [Gaza: Qui a gagné...](#) », *Al-Ahram Hebdo*, 3 septembre 2014, mais il aurait été limité à la seule médiation, réussissant ainsi « à faire échouer les tentatives de ses adversaires régionaux, notamment la Turquie et le Qatar, de s'immiscer dans les négociations pour mettre en cause le rôle du Caire. »

[34] Dans le sillage de cet engagement de l'Égypte, le general Israel Ziv, ancien head of the Operations Directorate branch in the IDF's General Staff, affirme qu'un “active Egyptian involvement in Gaza Strip after Israeli withdrawal could be even more effective and intimidating than IDF tank barrels”, in “[The unilateral route: A third option against Hamas](#)”, *Ynetnews*, 29 juillet 2014.

[35] Le Hamas est dénoncé pour fournir une base arrière et la logistique à l'organisation salafiste Ansâr Bayt al-Maqdis qui s'attaque aux forces gouvernementales égyptiennes dans le Sinaï et, tout particulièrement, a tué 16 officiers en août 2012. Il est également accusé d'être le responsable de l'évasion des prisons égyptiennes en janvier 2011 du président renversé M. Morsi. En mars 2014, le mouvement se voit interdire toute activité en Égypte par une cour cairote. Quelques mois après la guerre, la cour spéciale du Caire égyptienne qualifie juridiquement les Brigades Ezzedin al-Qassam d'organisation terroriste le 30 janvier 2015. Un an plus tôt, la cour avait déclaré le Hamas lui-même organisation soutenant le terrorisme. Le 28 février 2015, la cour égyptienne d'urgence qualifie le même Hamas d'organisation terroriste mais l'avis est cassé en juin suite à un appel fait par le gouvernement égyptien. Lors de la condamnation à mort de président M. Morsi et d'une centaine de Frères musulmans en mai 2015, plusieurs membres du Hamas figurent dans la liste des condamnés dont un certain nombre soit avaient déjà été tués dans des combats en Palestine soit étaient emprisonnés dans les geôles israéliennes lors de l'évasion de 2011 qui leur était attribuée.

[36] Adnan Abu Amer, “[Egypt distances itself from Gaza war](#)”, *Al-Monitor*, 11 juillet 2014.

[37] Son peu d'entrain à aider à trouver une sortie de crise le conduira même à entreprendre début août une tournée en Arabie saoudite et en Russie pour des raisons indépendantes de la question de Gaza.

[38] Le [texte officiel en arabe](#) du 14 juillet est accessible sur le site du ministère égyptien des Affaires étrangères ; [traduction anglaise](#) in *Haaretz*, 15 juillet 2014. Husayn Abû al-Niml, *al-'Adwân 'alâ Qitâ' Ghazza. Qirâ'a Muqârana lil-I-Mubâdara al-Misriyya 2014 ma'a Tafâhumât 2012* [L'agression contre la Bande de Gaza. Une lecture comparée de l'initiative égyptienne de 2014 avec les accords de 2012], Doha, Arab Center for Research & Policy Studies, 11 août 2014, 15 p.

[39] Lire, par exemple, Zvi Bar'el, “[Hamas wages a lonely war, giving Israel the opportunity to boost Abbas' standing](#)”, *Haaretz*, 18 juillet 2014.

[40] Comme l'affirme Paula Slier, la "Middle East bureau chief" de Russia Today, Twitter, 15 juillet 2014 ou encore Barak Ravid, "Secret call between Netanyahu, al-Sissi led to abortive cease-fire. Haaretz has learned that the PM spoke to the Egyptian president in a phone call prompted by Quartet envoy Tony Blair", *Haaretz*, 16 juillet 2014. Lire également David Hearst, "Playing with ceasefires", *Huffington Post*, 17 juillet 2014.

[41] Walaa Hussein, "Inside Egypt's cease-fire efforts", *al-Monitor*, 18 juillet 2014.

[42] Dès le début de la guerre, le Hamas avait fait savoir à travers Usâma Hamdân, en charge de son département des Relations internationales, qu'il exigeait notamment l'arrêt des bombardements israéliens, la fin du blocus sur Gaza imposé depuis 2006, et l'ouverture du poste de Rafah à la frontière avec l'Égypte ainsi que la libération des prisonniers arrêtés après avoir été relâchés suite à l'accord d'échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011. Le mouvement se montrait prêt à négocier un cessez-le-feu à long terme. Lire Ali Abunimah, "Palestinian factions reportedly set 10 conditions for 10-year truce with Israel", *The Electronic Intifada*, 16 juillet 2014.

[43] De hauts responsables israéliens rendent ainsi les États-Unis responsables de la prolongation des hostilités du fait de cette chance donnée aux alliés du Hamas. Lire International Crisis Group (ICG), "Toward a Lasting Ceasefire in Gaza", *Middle East Briefing*, n° 42, 23 octobre 2014, 11 p., note 8.

[44] "Framework for Humanitarian Cease-Fire in Gaza", *New York Times*, 27 juillet 2014.

[45] Prime Minister Benjamin Netanyahu at the Defense Ministry in Tel Aviv, 28 juillet 2015.

[46] Youtube, 29 juillet 2015.

[47] L'original en arabe est reproduit par Al-Zaytouna Centre, *تفاهات حركتي فتح وحماس في القاهرة في 25 أيلول/سبتمبر 2014*. Une traduction en anglais, "Text of Fatah-Hamas agreement", est publiée dans le *Jerusalem Post*, 25 septembre 2014. Pour des commentaires en anglais du côté du Hamas, lire Mohammad Hanieh, "Hamas' Abu Marzouk: all Palestinians 'object' to talks between the Palestinian Authority and Israel", *al-Akhbar English*, 30 septembre 2014. Le Fatah et le Hamas y réaffirment la confiance accordée au cabinet de consensus, s'engageant à en faciliter l'action dont l'intégration de tous les fonctionnaires (plusieurs paragraphes détaillent cette disposition) et soulignant le besoin d'accélérer l'exercice de ses devoirs en matière de sécurité sur l'ensemble des zones dévolues à l'Autorité palestinienne. Les deux parties réaffirment également leur engagement à consolider le cessez-le-feu afin de mener à bien la levée du siège et la reconstruction de la Bande de Gaza, toutes deux constituant la première des priorités. Les deux parties s'engagent en la matière à coopérer avec l'ONU pour la reconstruction. Elles renouvellent leur appel à réactiver le Conseil législatif et à œuvrer pour une rapide organisation de nouvelles élections.

[48] Peter Beaumont, "Gaza reconstruction plan 'risks putting UN in charge of Israeli blockade'",

*The Guardian*, 3 octobre 2014; Ali Abunimah, “[Under cover of reconstruction, UN and PA become enforcers of Israel's Gaza siege](#)”, *The Electronic Intifada*, 17 octobre 2014.

[49] Jean-François Legrain, « [Le leurre de la 'réconciliation'...](#) », déjà cité.

[50] Ce retrait ne semble que provisoire si l'on en croit Khalil al-Hayya selon lequel le mouvement se préparait pour les élections présidentielle et législatives. Lire Mohammed Omer, “ [Hamas to run for presidential and municipal elections](#)”, *Middle East Eye*, 17 octobre 2014. Cette annonce semble invalider une approche de la « réconciliation » en termes de prise de conscience par le Hamas de l'échec de l'islamisme tel qu'Olivier Roy le résume dans son *En quête de l'Orient perdu*, Paris, Le Seuil, 2014, p. 147 : l'islam politique ne peut atteindre ses objectifs à travers la prise du pouvoir, fusse-t-elle par les urnes. Si le Hamas a échoué dans son mandat du fait des contraintes extérieures exercées à son encontre depuis 2006, comment peut-il imaginer faire mieux sur la base d'une nouvelle victoire électorale ?

[51] Si l'on en croit l'analyse d'Ehud Yaari, « [Le Hamas opte pour le modèle du Hezbollah](#) », *Jerusalem Post*, 8 juillet 2014, en faisant retrait d'une gestion politique directe tout en conservant sa puissance de feu militaire (et associative).

[52] Tout particulièrement l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères de Gaza, Ghazi Hamad, “[Now I understand how and why the Palestinians lost Palestine](#)”, *The Times of Israel*, 2 janvier 2015, traduit d'un texte en arabe in *Dunyâ al-Watan*, 29 décembre 2014 ou l'ancien conseiller du Premier ministre de Gaza Ismail Haniyyeh, Ahmed Yousef, “[Judge Hamas on the measures it takes for its people](#)”, *The Guardian*, 14 novembre 2014. Concernant un retour critique sur la guerre elle-même, on peut lire Sâlih al-Na'âmî, « [La guerre contre Gaza... Où la résistance a-t-elle péché ?](#) » [en arabe], *Paltoday*, 18 septembre 2014.

[53] Jacky Hugi, “[Meshaal blocked major attack on Israel](#)”, *al-Monitor*, 29 avril 2015.

[54] L'expression est due, selon toute vraisemblance, à Akiva Eldar, “[Three states for two peoples](#)”, *Haaretz*, 28 février 2006, qui fait le constat selon lequel : “Israeli policy vis-a-vis the Palestinians is having unintended results: Gaza and the West Bank are becoming separate entities”. Senior research associate at the Institute for National Security Studies at Tel Aviv University, Hirsh Goodman développe également ce même thème dans “[It could be just like Switzerland](#)”, *The Economist*, 22 février 2012 : “There are going to be three independent sovereign nations; Gaza, governed by Hamas, until they decide otherwise; Israel, with its majority Jewish population and minority Arab population; and Palestine with its '67 borders. There will be three sovereign states with a federal governing body to deal with issues like traffic protocol and so on. Israel has to negotiate separately with Gaza and with the PA.” Les “trois États”, enfin, constituent la solution ouvertement préconisée par l'ancien Director of Communications and Public Diplomacy du Premier ministre B. Netanyahu et actuel responsable de l'Institute for Zionist Strategies (IZS), Yoaz Hendel, “[The Israeli-Palestinian peace process is dead, but there is a solution](#)”, *The Guardian*, 10 avril 2014 : “in reality any

Israeli-Palestinian peace agreement would require a 'three states for two people' solution." Lire également Amir Oren, "[Israel's new idea: Three states for two peoples](#)", *Haaretz*, 15 juillet 2014.

[55] Lire par exemple Lisa Hajjar, "[Is Gaza Still Occupied and Why Does It Matter?](#)", *al-Jadaliyya*, 14 juillet 2014 ou Sari Bashi & Kenneth Mann, *Disengaged Occupiers: The Legal Status of Gaza*, Gisha: Legal Center for Freedom of Movement, janvier 2007, 104 p.

[56] Jean-François Legrain, "[L'impasse politique et institutionnelle palestinienne](#)", *Critique Internationale*, n°36, juillet-septembre 2007, documents numériques, 26 p. ; David Rose, "[The Gaza Bombshell](#)", *Vanity Fair*, avril 2008.

[57] Efraim Inbar & Eitan Shamir, "[Mowing the Grass: Israel's Strategy for Protracted Intractable Conflict](#)", *The Journal of Strategic Studies*, vol. 37, n° 1, p. 65-90. Lire également Elad Popovich, "[A Classical Analysis of the 2014 Israel-Hamas Conflict](#)", CTC [Combating Terrorism Center, West Point] *Sentinel*, VII/11, novembre-décembre 2014, p. 20-24.

[58] Boaz Ganor, "[Israel's policies during operation "Protective Edge" – Defeat? Deterrence? Settlement?](#)", International Institute for Counter-Terrorism (ICT) (Herzliya), 1<sup>er</sup> septembre 2014. Lire également Amos Harel, "[IDF and Shin Bet...](#)", *Haaretz*, 7 septembre 2014, ou Ron Ben-Yishai, "[IDF-Shin Bet relations: From partners to bitter rivals](#)", YNetNews, 13 novembre 2014.

[59] Peut-être s'agit-il également de négocier un échange de prisonniers, l'incertitude continuant à planer chez les observateurs sur la détention ou non de soldats israéliens faits prisonniers à l'occasion de la guerre. Les acteurs de cette négociation semblent s'être diversifiés en juin. Lire Kifah Ziboun, " [Hamas close to agreeing five-year ceasefire with Israel: sources](#)", *Asharq al-Awsat*, 16 juin 2015.

[60] Lire, par exemple, l'interview de [M. Abbas](#) à *Roza elYoussef*, 17 juin 2015 [en arabe]. Alex Fishman, "[Israel's secret cooperation with Hamas](#)", Ynetnews, 26 avril 2015. L'A. suggère que l'auteur d'un tir palestinien récent de roquettes contre Israël serait peut-être un proche de Ramallah, décidé à faire capoter les négociations supposément en cours entre le Hamas et Israël.

[61] Ron Ben-Yishai, "[Gaza failure opened door to unprecedented opportunity](#)", Ynetnews, 28 septembre 2014. Lire également le constat établi par Ben Caspit, "[Israel reluctantly accepts Hamas rule](#)", *al-Monitor*, 3 février 2015. Il faut dire que la situation à Gaza est préoccupante. En février 2015, seulement un peu plus de 5 % des 5 milliards de dollars promis lors de la conférence des donateurs avaient ainsi été versés. Les projets de reconstruction ont tous été retardés ou annulés. En mars 2015, 50 000 tonnes de ciment seulement avaient pu entrer, comparées au 1,5 million de tonnes requises. À ce rythme, la reconstruction ne devrait pas être achevée avant 20 ans. Lire Omar Shaban, "[UN Mechanism for Gaza Reconstruction is Recipe for a Fourth War](#)", *Paltink for Strategic Studies*, 19 mars 2015.

[62] Efraim Halevy, “ [Hamas has become Israel's frenemy](#)”, Ynetnews, 19 juin 2015. Lire les propos du general Sami Turgeman, head of Israel's southern command, cites dans Peter Beaumont, “[No obvious alternative to Hamas in Gaza, says top Israeli general](#)”, *The Guardian*, 12 mai 2015 ; Gilead Sher & Liran Ofek, “ [Hamas Maneuvers in a Complex Theater](#)”, *INSS Insight*, n° 703, 1er juin 2015.

[63] Cette défaite est sans doute à imputer à l'incapacité égyptienne « d'appréhender le monde autrement qu'à travers le prisme d'une guerre globale contre les Frères musulmans ». Lire Alain Gresh, «  [L'Égypte peine à retrouver un rôle régional](#)  », *OrientXXI*, 17 juin 2015.

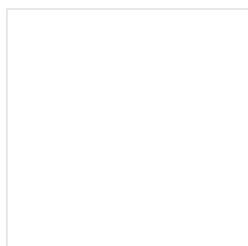
[64] Geoffrey Aronson le rappelle fort justement dans “ [A new era of sovereignty in Gaza](#)”, *al-Jazeera*, 5 mai 2015.

[65] D'où son refus de la légitimité du partage de 1947. Le Hamas, en revanche, soutient la création d'un État selon les lignes du cessez-le-feu de 1949, lequel ne serait que l'expression, objective mais réversible, d'un simple rapport de forces, en l'absence de toute reconnaissance d'Israël.

Tweeter 8

Like Share 30

G+1 0



## Jean-François Legrain

Historien arabisant,  [Jean-François Legrain](#)  est chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) depuis 1990, affecté à l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence (Aix Marseille Université) depuis 2012.

[More Posts - Website](#)

◀ GAZA ◀ HAMAS ◀ ISRAËL ◀ PALESTINE

## 2 réflexions sur “ Les paradoxes d’une guerre complexe : Gaza 2014 ”

### 1. **Elizabeth Picard**

[14/07/2015 à 8:32](#)

Encore une fois l’occasion de reconnaître que JFL est un véritable maître à la fois dans le décryptage de la “question” palestinienne et dans l’écriture rigoureuse et simple d’un texte tout en complexité et en nuances.

Cette mise à distance des propositions politiques et journalistiques pour présenter la guerre de 2014 donne enfin des clefs de compréhension – en faisant place notamment à l’immixtion égyptienne dans le jeu intra-palestinien. Ce qui promet des développements dangereux dans le Sinaï.

J’ai trouvé particulièrement stimulants les passages concernant la constitution d’axes stratégiques dans la région du MO, des axes qui se recoupent bien sûr et se côtoient de près: c’est éclairant entre autres pour comprendre l’implication du Hezbollah dans la guerre syrienne.

Cet important et fin travail pourrait/devoir être complété par une étude des circonvolutions américaines à propos de cette troisième guerre de Gaza. J’écris cela le jour où nous est annoncé un accord sur le nucléaire iranien. Est-ce que quelque chose va bouger sur la scène palestino-israélienne?

Merci à Jean-François et bravo, EP

[Répondre](#)

### 1. **[Jean-Francois Legrain](#)**

[22/07/2015 à 16:47](#)

De tels compliments ne peuvent que me faire rougir... Mais je dois aussi reconnaître que, venant de quelqu’un comme EP, ils constituent une réponse appréciée à l’angoisse de l’historien de l’immédiat : voir s’effondrer une historiographie dont la cohérence serait remise en cause faute d’avoir repéré tel ou tel événement. En l’absence d’une partie des sources primaires, en effet, c’est une certaine exhaustivité dans la collection des autres sources et la cohérence dégagée de leur mise en relation qui, me semble-t-il, est gage d’une proximité avec ce que certains qualifieraient de “vérité” historique.

Je me sens bien incapable d’analyser les “circonvolutions américaines” dont parle EP tant les clés de compréhension situées au cœur même du pouvoir à Washington me manquent ; je ne peux que constater ces errements. Sans doute, faut-il les mettre en relation avec les contradictions accumulées dans la région par les administrations successives, contradictions qui participent directement ou non aux violences d’aujourd’hui tant en Irak qu’en Syrie. La marginalisation des sunnites en Irak, fruit de la dissolution de l’armée irakienne et de la chiitisation du pouvoir, les a aujourd’hui précipités dans les bras de Daesh. En soutenant l’appel au secours lancé par la présidence

irakienne à l'armée iranienne et à des milices chiites pour contrer l'organisation, les États-Unis (et la coalition occidentale derrière eux) ne font qu'alimenter la terrible guerre entre sunnites et chiites. En se retrouvant au côté des Kurdes dans cette même lutte, ils renforcent leurs aspirations à un État national, en pleine contradiction avec les intérêts de leur vieil allié turc de l'OTAN. Et qu'est-ce que Daesh sinon la reproduction contemporaine du modèle wahhabite saoudien dont l'occident a fait son allié depuis des lustres : une alliance entre une communauté en quête d'expansion et un prédicateur religieux se revendiquant de la tradition hanbalite. Alliés de l'Arabie saoudite, depuis 20 ans maintenant les Américains ont fait le lit de l'Iran, son grand rival, en Irak. Je laisse à EP le soin d'analyser leur politique syrienne. Dans les cas irakien et syrien, auxquels il convient d'ajouter le Liban, les frontières entre communautés se sont substituées aux frontières étatiques, permettant ainsi aux plans élaborés par les néoconservateurs américains de s'inscrire dans la réalité en répondant à certaines aspirations israéliennes : une balkanisation de la région sur une base ethnico-confessionnelle. Le chaos auquel nous assistons aujourd'hui n'est pourtant pas le meilleur gage d'inscription d'Israël dans la région en tant qu'"État juif".

L'accord sur le nucléaire iranien procède de ce contexte. Sans la menace de Daesh, peut-être n'aurait-il pu se conclure ? Je doute, en tous cas, qu'il ait un impact sur la scène palestinienne tant la politique iranienne en la matière me semble s'inscrire dans la durée et sur la base de fondamentaux. En dépit de la centralité incantatoire de la question de la Palestine (ou plutôt d'Israël), la Palestine fait l'objet d'une double marginalité, religieuse et diplomatique (à la différence du Hezbollah, de la Syrie et de l'Irak). Si j'ai bien lu Bernard Hourcade, les aspirations iraniennes à occuper le rang qu'il considère comme lui étant dû en tant que puissance régionale ont toujours joué (même à l'époque du Shah) des solidarités d'une part confessionnelles et, d'autre part, idéologiques (politico-diplomatiques). Si « l'axe de résistance » repose sur ces deux piliers en ce qui concerne le Hezbollah chiite et la Syrie détentrice de lieux-saints, il est réduit à la seule solidarité diplomatique en ce qui concerne le Hamas et le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (MJIP) sunnites comme la quasi totalité de la population palestinienne des Territoires. Alors que la solidarité chiite est pérenne, la solidarité idéologique peut être réévaluée à tout moment au regard des intérêts nationaux iraniens du moment. Pour des raisons intérieures mais également extérieures, ces intérêts sont conçus aujourd'hui comme avant tout économiques et passent par l'accord avec les occidentaux. Sur le dossier palestinien, la réévaluation semble bien avoir déjà été faite. Elle s'est traduite par un certain retrait dans la coopération avec les deux organisations palestiniennes (quand le Fatah et la présidence rétablissaient certains liens avec Téhéran comme plus récemment avec Damas). La prise de distance du Hamas vis-à-vis du régime de Bachar al-Assad et l'installation de Khaled Meshaal à Doha avait conduit à une réduction de l'aide dès le début des "révolutions arabes"; le MJIP vient lui-même se voir couper les vivres pour ses divergences sur la question yéménite. Ni les Palestiniens ni l'Iran, cependant, n'ont intérêt à rompre les liens. Si le financement des organisations par l'Iran ou leur approvisionnement en armes ont, selon les experts, quasi cessé, la coopération a pris la forme d'échanges d'informations et de partage des expériences (certes asymétriques). L'axe sunnite formé autour de l'Arabie saoudite a lui-même récemment manifesté

son besoin des accointances iraniennes du Hamas en lui demandant de jouer les go-between avec les rebelles chiites houthis du Yémen. Membre de l'alliance sunnite (!), Israël a également besoin du Hamas à Gaza comme je l'ai développé dans mon étude.